



Contre la saignée budgétaire Tous-tes en grève mardi 11 février !

Fermetures de classes, non remplacement, décharges de direction, moyens pour l'inclusion...

Avec 110 suppressions de postes encore pour la rentrée prochaine, soit quasiment le quart des suppressions de postes au niveau national, le Ministère veut faire payer aux écoles parisiennes un lourd tribut à l'austérité budgétaire prônée par l'exécutif ! Ces deux dernières années, Paris a perdu près de 300 postes d'enseignant-es et 350 classes ont été fermées.

Ces suppressions de postes massives dégradent les conditions de travail des enseignant-es et les conditions d'apprentissage des élèves, en particulier les plus fragiles. Elles déstabilisent les équipes, font monter les effectifs dans les classes et empêchent la création des postes nécessaires... S'ajoute à cela le manque d'attractivité du métier : absence de revalorisation salariale, rythmes scolaires, manque d'AESH et d'enseignants spécialisés...

Depuis plusieurs années, la situation du remplacement dans notre académie se dégrade terriblement. Cela représente plus d'une centaine de classes non remplacées chaque jour, des jours et des semaines de classes perdues pour les élèves, une surcharge de travail pour les directeur-ices et les adjoint-es présent-es, un agacement de plus en plus manifeste des familles et en définitive un lien qui s'abîme avec l'école. Cette situation catastrophique du remplacement ne pourra s'améliorer que par des créations de postes en nombre et une amélioration des conditions de travail des collègues brigades. Des créations de postes sont également nécessaires en UPE2A, dans le RASED et dans l'ASH.

À tous ces maux, s'ajoute l'annonce brutale de la fin du régime dérogatoire de décharge de direction dès la rentrée 2025 ! Mercredi 29 janvier 280 directrices et directeurs, adjointes et adjoints étaient réunis pour le maintien des décharges de direction. La perte de ces décharges pourrait avoir des conséquences très lourdes sur le fonctionnement des écoles parisiennes : l'impossibilité pour les directeur-ices d'assurer l'ensemble de leurs missions, la perte d'attractivité de la fonction, la dégradation du dialogue avec les familles, le report de tâches sur les adjoint-es chargé-es de classe... Cela impactera aussi l'organisation du mouvement et engendrera une perte de poste pour des centaines de collègues.

Effectifs en hausse, remplacements chaotiques, réduction des décharges de direction... : le ministère cherche-t-il à favoriser la fuite des élèves dans le privé ?

Face à l'ampleur de ces attaques et à la dégradation annoncée de nos conditions de travail, nos organisations syndicales parisiennes FSU-SNUipp SNUDI-FO, SUD éducation, SE-UNSA, CGT éducation, CNT-STE, appellent l'ensemble des personnels, enseignant-es et AESH des écoles parisiennes, à se mettre en grève mardi 11 février et à exiger :

- l'annulation des 110 suppressions de postes
- la création massive de postes de brigades
- la création immédiate de postes d'AESH pour couvrir toutes les notifications
- le maintien du régime actuel de décharge de direction

Rassemblement à 9h devant le rectorat

Assemblée générale de gréviste à 13h30 (lieu à préciser)